



## LE CRÉSAL, UNE INSTANCE DE RÉFLEXION SUR LA SITUATION ET L'ÉVOLUTION DU BASSIN STÉPHANOIS

Jacques Ion

*Ex-CNRS, Centre Max Weber*

Je cumule plusieurs handicaps : un, je ne suis pas historien en cette assemblée d'historiens ; deux, il n'est pas facile de se faire analyste d'une structure dont on a été partie prenante très longtemps (j'arrive à Saint-Étienne en mai 1967) ; enfin, je n'ai pu accéder à tous les documents souhaités, et je m'appuie donc principalement pour ce qui suit sur deux travaux déjà anciens revisités pour l'occasion<sup>1</sup>. Encore une remarque liminaire : je m'en tiendrai à la commande et n'envisagerai que le rôle collectif du CRÉSAL en tant qu'institution locale.

J'en viens donc à essayer de répondre à la commande qui m'a été faite (cf. le titre de cette intervention). Je me limiterai en 20 minutes à une chronique très sommaire, schématique et donc discutable. Sur la période prise en compte dans ces journées (1963-1984), je voudrais montrer que la fonction d'expertise locale se situe sur une durée très réduite : uniquement dans le début de la période considérée, de la fin des années cinquante au tout début des années soixante-dix. Mais auparavant, il est nécessaire sans doute de faire un bref historique pour indiquer combien son rôle d'alerte pour le milieu régional est inscrit dans les gènes de ce bureau d'études créé au carrefour de la science et du militantisme.

### ***Préhistoire et création : catholicisme social, marxisme et statistique !***

Les origines du CRÉSAL n'ont rien d'original. De nombreux travaux<sup>2</sup> ont souligné combien dès les années trente, le souci d'une plus grande maîtrise de l'avenir voit fleurir des initiatives s'efforçant de mieux comprendre les phénomènes économiques et sociaux en

---

<sup>1</sup> Jacques Ion, « "Ingénieurs sociaux" et sciences sociales appliquées : le groupe E.H. De Saint-Étienne de 1944 à 1953 », *Économie et Humanisme*, n° 307, 1989, p. 5-19 et André Micoud, « La sociologie comme science appliquée. Retour sur une expérience, le cas du CRESAL, Saint-Etienne, 1958-2007 », *Bulletin de la Société Française d'Histoire des Sciences de l'Homme*, n° 33, été 2009, p. 24-33.

<sup>2</sup> Cf. notamment Luc Boltanski et Pierre Bourdieu, « La production de l'idéologie dominante. Les aventures d'une avant-garde », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1976, n° 2, 2-3, Mikael Pollack, « La planification des sciences sociales », *ibid.*, et Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1946 à la fin des années soixante », *Revue Française de Sociologie*, janvier-mars 1982.



## PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

s'appuyant sur des travaux d'enquêtes et de statistiques. Deux courants principaux peuvent ainsi être repérés successivement

- Un courant dit d'humanisme économique porté surtout par des ingénieurs de grandes écoles : c'est le cas du groupe dit *X-Crise*. C'est aussi ensuite le cas du mouvement aggloméré autour de la revue *Esprit*, etc.
- Le mouvement "Économie et Humanisme" (fondé à Lyon en 1942 par le dominicain Louis-Joseph Lebret, auteur d'un *Manuel d'enquête sociale*<sup>3</sup>, également dans la tradition du christianisme progressiste, mais situé nettement plus à gauche, et qui favorise l'installation de dominicains en terre ouvrière.

Ces deux courants créent des centres, déclarés ou informels dans divers agglomérations (Nantes, Marseille, le Nord) supposées représentatives des questions posées notamment par le monde ouvrier. À Saint-Étienne, un groupe se constitue ainsi autour d'E.H., avec un ingénieur X<sup>4</sup>, Jean Queneau, industriel textile, un dominicain « établi » Thomas Suavet, par ailleurs ingénieur Arts et Métiers (et qui sera plus tard auteur d'un dictionnaire économique et social, teinté de marxisme) et quelques cadres frottés à l'expérience du scoutisme. À Saint-Étienne, ces ingénieurs sont vite rejoints par des employés de la fraction chrétienne du mouvement ouvrier : militants de la JOC, de la LOC, ou du MPF (tous qui seront actifs dans la transformation de la CFTC en CFDT), dont André Garnier.

Dès la fin des années 1940, ce petit groupe se fait correspondant local de grandes enquêtes nationales impulsées par l'Institut National des Études Démographiques (INED), l'Institut National de l'Hygiène (INH) ou le ministère de la Reconstruction. Et, dans la tradition des enquêtes sociales impulsées au siècle précédent par Frédéric Le Play, collationnent des données sur le logement, sur les budgets et consommations ouvriers.

Ce groupe, comme ses homologues en d'autres bassins industriels, s'inscrit dans une visée de progrès où la connaissance, notamment la connaissance informée par les chiffres, est pensée comme moyen d'agir sur le changement social. Le CRÉSAL n'est fondé statutairement comme association qu'en 1958 et son appellation (Centre de Recherches et d'Études Sociologiques Appliquées de la Loire) indique clairement combien les ressources de la science sociale sont

---

<sup>3</sup> Cf. Denis Pelletier, *Économie et humanisme. De l'Utopie communautaire au combat pour le Tiers-Monde, 1941-1966*, Paris, Le Cerf, 1996.

<sup>4</sup> Polytechnicien.



## PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

pensées comme complètement liées à toute action de transformation du milieu. De fait, son premier permanent, André Garnier sera significativement salarié, dès 1953, donc avant même la déclaration officielle, par la SAGMA (Société pour l'Application du Graphisme et de la Mécanographie à l'Analyse des complexes sociaux).

### ***1958 - 1974 un acteur local financé par le national***

Peu à peu, l'équipe salariée s'agrandit pour compter vers le milieu des années soixante une petite dizaine de personnes : un directeur venu de Sciences po, un ingénieur agricole, un ingénieur Arts et Métiers, un économiste, un syndicaliste statisticien d'occasion, un comptable statisticien, deux secrétaires, et de nombreux enquêteurs selon les besoins.

De fait le centre cumule deux types d'activités assez différents :

- D'une part, il continue à servir de relais local pour de grandes enquêtes nationales, bénéficiant notamment de crédits importants de la part de l'INSERM.
- D'autre part, il effectue un grand nombre d'enquêtes initiées au niveau strictement départemental : il est par exemple en charge, pour le compte de la Chambre d'Agriculture du recensement continu des exploitations agricoles. Mais aussi et surtout il effectue des travaux d'une part pour le compte du Comité d'Expansion de la Loire (son Premier président, Eugène Claudius-Petit est un proche d'E.H) et à ce titre publie trimestriellement une note de conjoncture et d'autre part pour la Préfecture, le directeur du centre négociant directement en fin d'année les études à mener l'an suivant pour le compte du service économique de la Préfecture. C'est dans ce cadre que sont effectués divers travaux visant à mieux connaître le potentiel industriel et tertiaire du département : études sur la sous-traitance automobile, sur divers secteurs industriels (mécanique, moulinage, passementerie, etc.). Le centre accumule ainsi une base de données très importante, répertoriant les principales entreprises de la Loire, leurs effectifs et leur évolution.

À partir du milieu des années soixante, ces études sectorielles se doublent d'études qu'on peut qualifier d'aménagement du territoire visant à mieux comprendre la place de Saint-Etienne dans sa région (études sur les relations Lyon – Saint Étienne, Roanne – Saint Étienne, sur les transports, étude sur le centre de Saint-Etienne, etc.) et la DDE relaie la Préfecture pour ce type



## PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

d'études qui préfigurent celles que conduira ensuite l'Agence d'Urbanisme. La perspective est clairement d'étudier les modalités du désenclavement de l'agglomération. À la fin des années soixante, l'OREAM (Organisation Régionale d'Étude des Aires Métropolitaines) Lyon - Saint Étienne se fait également commanditaire de travaux importants.

Pendant toutes ces années, le CRÉSAL joue donc un rôle de créateur et fournisseur de données pour le département, la région et les instances décentralisées des ministères. Jamais il n'intervient pour des municipalités. Il contribue à une lente et timide socialisation des sciences sociales auprès de quelques fractions des milieux, aussi bien patronaux que syndicaux, de la région stéphanoise. La parution, en 1981, de l'ouvrage *Le capital redistribué* constitue en quelque sorte le point d'orgue de cette période : il capitalise et publicise ce savoir reconnu sur les forces et faiblesses de l'industrie du bassin. Mais il marque aussi la fin de ce long et patient travail de connaissance des structures économiques.

### ***La dilution du rôle local.***

Le Centre acquiert ainsi une place d'expert dans le milieu régional, ce qui fait que, parallèlement, il embauche des salariés (issus des formations universitaires maintenant en place, notamment économistes et sociologues), qui vont en fait peu à peu s'éloigner des objectifs et de l'idéologie des fondateurs ; des chercheurs en sciences sociales remplacent les ingénieurs et les enquêteurs à mesure que les crédits de recherche publique viennent en appui des administrations opérationnelles. Ainsi le réseau originel d'E.H. finit par disparaître de l'horizon du centre qui va progressivement se greffer sur celui des professionnels de la recherche contractuelle gérée par les administrations centrales du Plan (le CORDES), celles de la recherche avec la DGRST (Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique) ou du Ministère de l'Équipement. De 1965 à 1975, l'essentiel des ressources de l'association provient de contrats de recherche passés avec ces administrations de rang national, laissant une place de plus en plus ténue à quelques études commandées par des grandes collectivités locales (notamment la participation aux études préalables à la création du Parc Naturel Régional du Pilat). Les tentatives de coordination avec d'autres bureaux d'études nationaux remplacent alors les alliances expérimentées régionalement avec d'autres bureaux d'études du Rhône ou de l'Isère.

Le développement d'instances statistiques locales et régionales, la prise en compte au sein même des administrations des fonctions de recueil d'informations et d'étude, l'hostilité de plus en plus



## PENSER ET AGIR FACE À LA CRISE DANS LES "ANNÉES 1968" Les luttes ouvrières dans le bassin stéphanois (1963-1984)

grande du pouvoir municipal, davantage en mesure de peser sur les échelons décentralisés de l'État (avec notamment l'accès de Michel Durafour au gouvernement) ne peuvent que conforter les nouveaux salariés à développer ces activités de recherche pour lesquelles ils ont été formés. Signe des temps, les économistes embauchés fin des années soixante-dix, début des années quatre-vingt se détournent des travaux statistiques pour chercher des financements du côté de l'enveloppe recherche. Le centre, qui se perçoit alors fragilisé au niveau local cherche à se faire reconnaître dans son nouveau domaine principal d'activités. En 1974, il obtient la reconnaissance de son intégration dans la communauté scientifique disciplinaire en acquérant le label Équipe de Recherche Associée au CNRS, et dès lors commence à situer davantage ses travaux au sein de la jeune université Jean Monnet. L'intégration progressive d'enseignants chercheurs de Saint-Étienne et Lyon, la création progressive de postes CNRS entérinent un peu plus encore la délocalisation de fait du centre. Même si le terrain des recherches reste assez souvent stéphanois, il n'est plus qu'une source documentaire pour des fins en termes de problématique qui n'ont strictement plus rien à voir avec le territoire local.

Tel peut être sommairement résumée l'histoire de la place du centre dans la région stéphanoise. Bien évidemment, cette chronique de l'instance CRÉSAL, qui a volontairement ignoré les personnes qui ont fait vivre ce collectif, ne dit pas tout des influences et rôles possibles que ces personnes ont pu avoir dans différents milieux associatifs, culturels, syndicaux et politiques. Ceci serait une autre histoire que la personne et sociologue qui a écrit ce qui précède serait encore davantage en peine d'entreprendre.